

Résolution présentée par la délégation du Brésil

Thème	Développement durable
Concerne	Le respect de la souveraineté dans la gestion des ressources naturelles

L'Assemblée générale,

Observant	l'ampleur des attaques injustifiées qui ont été proférées dans les médias mettant les gouvernements des pays en voie de développement dans une position critique,
-----------	---

Préoccupée	par la tendance que les Etats anciennement colonialistes ont à attaquer une souveraineté autre que leur propre nation,
------------	--

Affligée	par les attaques incessantes sur les droits relatifs à la gestion des ressources naturelles alors que chaque nation est en droit d'user de ses ressources allouées par la Terre,
----------	--

Craignant	un bouleversement économique notamment dans les échanges commerciaux qui impliquerait de multiples États et serait un réel frein pour l'économie nationale des pays émergents,
-----------	--

Soulignant	qu'en 2017 la Chine et l'Europe émettaient à elles seules plus de 50% des émissions de CO ₂ mondiale,
------------	--

Précisant	que le pacte <i>Leticia</i> a été signé le 7 septembre 2019 par la Colombie, le Pérou, l'Équateur, la Bolivie, le Brésil, le Surinam et la Guyana, sept des neuf pays se partageant l'Amazonie, afin de réaffirmer les droits souverains des pays de la région amazonienne,
-----------	---

Propose	<ul style="list-style-type: none">-la création d'un office nommé « ECOs » affilié aux Nations Unies ayant pour but de réaffirmer les droits absolus de la souveraineté de chaque nation;-de mettre en place un système de surveillance qui garantisse la protection du droit de souveraineté;- de rendre des rapports de ce droit à la non-violation des ressources allouées par la Terre;- d'instaurer une politique de sanction économique en cas de non-respect de la loi relative à la souveraineté.
---------	---